



Conseil économique et social

Distr. générale
6 février 2013
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt-deuxième session

Vienne, 22-26 avril 2013

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport décrit les progrès accomplis en 2012 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en faveur de l'utilisation et de l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale. Il rend compte de l'élaboration de nouvelles règles et normes ainsi que des efforts déployés par l'Office pour recueillir et analyser des données, élaborer des outils d'application et fournir une assistance technique aux niveaux national, régional et mondial. Il présente également les partenariats auxquels participe l'Office pour promouvoir des interventions cohérentes en matière de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale.

* E/CN.15/2013/1.



I. Vue d'ensemble des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en matière de prévention du crime et de justice pénale

1. Pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, la corruption et le terrorisme, il est indispensable de renforcer la prévention du crime et de disposer de systèmes de justice pénale équitables, humains et efficaces. L'élaboration et la promotion de l'utilisation et de l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale¹ occupent donc une place centrale dans les travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Les règles et normes sont également au cœur de l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière d'état de droit et de droits de l'homme car elles fournissent des orientations précises sur divers principes relatifs aux droits de l'homme dans l'administration de la justice. Elles sont composées de principes reconnus au niveau international et regroupées dans les catégories suivantes: a) principes relatifs aux détenus, aux sanctions autres que la détention, à la justice pour mineurs et à la justice réparatrice; b) prévention du crime et questions relatives aux victimes; et c) bonne gouvernance, indépendance de la magistrature et intégrité des personnels de l'appareil de justice pénale. Au fil des années, elles ont contribué à promouvoir des structures de justice pénale plus efficaces et plus équitables dans le monde. Au cours de la période examinée, d'importants progrès dans leur élaboration, utilisation et application ont été accomplis aux niveaux normatif, analytique et opérationnel.

2. Le programme thématique sur la prévention de la criminalité et la réforme de la justice pénale, qui est l'un des cinq programmes thématiques de l'ONUDC², vise plus particulièrement à aider les États Membres à élaborer, utiliser et appliquer les règles et normes. L'ONUDC y a pour mission d'aider les pays à élaborer de nouveaux instruments, stratégies, politiques et programmes de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale et, à cette fin, il fournit aux États et aux acteurs non étatiques des outils et services en matière de sensibilisation, de recherche, de soutien législatif et juridique, d'établissement de normes et d'assistance technique. Le programme thématique est actuellement mis en œuvre à travers un portefeuille de 43 projets comprenant des initiatives dans plus de 40 pays répartis dans toutes les régions du monde. La plupart de ces projets s'insèrent dans le cadre des programmes que réalise l'ONUDC aux niveaux régional et national. Le programme thématique est également mis en œuvre à travers un projet mondial sur la prévention de la criminalité et la justice pénale³. Le programme thématique et le projet mondial ont tous deux été considérablement révisés au cours de la période examinée et couvrent la période 2012-2015, sur la base de la stratégie de l'ONUDC

¹ Les règles et normes sont compilées dans le *Recueil des règles et normes de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale*, disponible à l'adresse www.unodc.org/unodc/en/justice-and-prison-reform/compendium.html.

² Les quatre autres programmes thématiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime portent sur la prévention de l'usage illicite de drogues et la santé, sur la criminalité organisée et le trafic illicite, sur la corruption et la criminalité économique ainsi que sur la prévention du terrorisme.

³ Projet GLOT63 d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale.

pour la période 2012-2015 et du cadre stratégique de l'ONU pour la période 2012-2013.

3. Le projet mondial d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale vise à renforcer la capacité des États d'améliorer la prévention de la criminalité et le système de justice pénale, conformément aux règles et normes et autres instruments internationaux connexes, en cherchant à atteindre les trois résultats suivants: a) les États élaborent et mettent en œuvre des politiques et stratégies en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale, sur la base des évaluations, des conseils et de l'appui aux programmes fournis par l'ONUDC; b) les États et la communauté internationale préparent et appliquent des politiques et stratégies en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale en utilisant les outils et les formations de l'ONUDC; et c) les États établissent ou mettent à jour des règles et normes avec l'appui de l'ONUDC. Dans la mise en œuvre du projet, un accent particulier est mis sur les partenariats avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Au cours de la période examinée, les ressources financières du projet mondial ont été diversifiées et augmentées, et le périmètre géographique⁴ ainsi que le champ des thématiques⁵ traitées ont été élargis.

II. Établir des normes

4. Au cours de la période examinée, l'ONUDC a continué de fournir aux États Membres un appui normatif dans les domaines de l'accès à l'assistance juridique, du traitement des détenus et des services de sécurité privée civile.

5. En décembre 2012, l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/187, a adopté les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale. Les Principes et lignes directrices s'inspirent des instruments internationaux existants et des meilleures pratiques pour identifier les principes fondamentaux que les États devraient suivre afin d'offrir un accès à l'assistance juridique plus large et efficace dans le système de justice pénale, en particulier aux personnes des groupes les plus vulnérables. Afin de garantir la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée, l'ONUDC a élaboré des plans détaillés pour la mise au point d'outils et la fourniture d'une assistance technique, sous réserve que des financements soient disponibles.

6. Conformément à la résolution 2012/13 du Conseil économique et social, le Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus a poursuivi ses travaux, dans le cadre de son mandat, en vue de présenter à la

⁴ Les contributions actuelles ont permis à l'ONUDC de fournir une assistance directe à des pays des Caraïbes ainsi qu'à la Bolivie (État plurinational de), à la Colombie, à l'Équateur, à El Salvador, à l'Iraq, à la Jordanie, au Myanmar et au Pérou. Elles ont également permis de financer des activités régionales en Afrique australe, en Afrique de l'Est et en Asie du Sud.

⁵ Les contributions actuelles financent des activités relatives aux détenus (règles de traitement, réforme des prisons, solutions de substitution à l'emprisonnement, détenues, réinsertion sociale et prévention de la récidive), à la justice réparatrice, à la sécurité privée civile, à la prévention de la criminalité, aux gangs de jeunes, à la police de proximité, au maintien de l'ordre dans l'espace urbain, aux audits de sécurité à l'échelon local, à la piraterie, à la violence contre les femmes, à la justice pour mineurs et aux femmes et enfants réfugiés.

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa vingt-deuxième session, un rapport sur leur état d'avancement. À l'invitation du Gouvernement argentin, la deuxième réunion du Groupe d'experts s'est tenue à Buenos Aires du 11 au 13 décembre 2012. Le Groupe d'experts a examiné les neuf thèmes provisoires qu'il avait identifiés à sa première réunion et a recensé un ensemble détaillé de dispositions et de règles qui pourraient faire l'objet d'un examen plus approfondi en vue d'une éventuelle révision de l'Ensemble de règles minima. La Commission est saisie du rapport du Secrétariat sur les travaux du Groupe d'experts (E/CN.15/2013/23).

7. Conformément à la résolution 21/1 de la Commission, l'ONUDC a distribué les projets de recommandations préliminaires d'Abou Dhabi sur la surveillance et la réglementation des services de sécurité privée civile et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité ("projets de recommandations préliminaires d'Abou Dhabi") à tous les États Membres, en les priant d'y apporter leurs observations. La Commission est saisie du rapport résumant ces réponses (E/CN.15/2013/20).

III. Analyser les tendances

8. Les règles et normes soulignent l'importance des données d'expérience pour assurer l'efficacité de la prévention de la criminalité et de l'administration de la justice. L'ONUDC recueille et analyse des données statistiques émanant des États Membres, élabore des règles statistiques pour améliorer la qualité des données et fournit un appui technique pour renforcer les capacités nationales de produire et d'analyser des données.

9. En 2012, l'ONUDC a continué de recueillir des données sur certains types d'infractions par le biais de l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale. Suite à la résolution 2012/18 du Conseil économique et social, intitulée "Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques", le réseau de centres nationaux de liaison permettant de coordonner les réponses au niveau national a été étendu, ce qui a eu un effet positif sur le taux de réponse des pays. Les données recueillies grâce à l'enquête sont publiées régulièrement sur le site Internet de l'ONUDC afin d'en faciliter l'accès par un grand nombre d'utilisateurs⁶. En juin 2012, l'ONUDC a publié une mise à jour de la série de données sur les homicides intentionnels comprenant des données complètes sur les homicides dans 207 pays et territoires⁷.

10. Les efforts entrepris pour améliorer les normes en matière de statistiques pénales se sont concentrés sur la classification internationale de la criminalité à des fins statistiques, un outil indispensable pour améliorer la cohérence, la pertinence et la comparabilité au niveau international des données sur la criminalité. Après l'adoption des principes et du cadre d'une classification internationale de la criminalité à des fins statistiques par la Conférence des statisticiens européens, en juin 2012, une réunion de consultation s'est tenue à Mexico en octobre 2012, et un

⁶ Disponibles à l'adresse www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistics/crime.html.

⁷ Disponible à l'adresse www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html.

premier projet de classification internationale de la criminalité à des fins statistiques a été préparé. Pour faire avancer ces travaux, une feuille de route pour le développement d'une classification complète a été proposée à la Commission de statistiques (voir E/CN.3/2013/11).

11. L'ONUDDC a continué d'apporter aux États Membres une assistance technique aux fins d'élaboration de statistiques sur la criminalité et la justice pénale. Ainsi, en collaboration avec le Centre d'excellence sur les statistiques concernant la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la justice, créé par l'ONUDDC et l'Institut mexicain de statistiques et de géographie (INEGI), la première Conférence internationale sur les statistiques en matière de gouvernance, de sécurité publique, de victimisation et de justice s'est tenue à Aguascalientes (Mexique), en mai 2012. D'autres activités en matière d'assistance technique comprenaient notamment des ateliers sur les enquêtes de victimisation au Mexique (pour les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes) et en Thaïlande (pour l'Asie du Sud-Est). L'ONUDDC a également aidé les autorités nationales en Afghanistan, aux Philippines et dans les Balkans occidentaux en réalisant des enquêtes de corruption et de victimisation.

IV. Élaborer des outils et donner des orientations

12. Au cours de la période examinée, l'ONUDDC a poursuivi l'élaboration de manuels, programmes de formation et notes d'orientation pour faciliter l'assistance technique dans divers domaines de la prévention de la criminalité et de la justice pénale.

13. S'agissant des questions de prévention de la criminalité, l'ONUDDC a préparé, à l'intention de ses équipes, une note d'orientation sur l'intégration de la prévention de la criminalité dans les travaux de l'ONUDDC, afin de renforcer ses capacités sur le terrain. La note se fonde sur les résolutions 2005/22 et 2008/24 du Conseil économique et social, dans lesquelles il est demandé à l'ONUDDC de traiter explicitement la composante de son programme de travail relative à la prévention du crime et de parvenir à une approche équilibrée entre la prévention de la criminalité et les mesures de justice pénale. Dans la note, qui s'appuie sur les conventions, règles et normes pertinentes, sont proposés des conseils pratiques en matière de programmation pour l'inclusion de la prévention de la criminalité dans une composante transversale du travail de l'ONUDDC dans le cadre de programmes thématiques, régionaux et de pays ainsi que de projets d'assistance technique.

14. Dans ce même domaine, l'ONUDDC a publié un manuel sur la prévention de la récidive et la réinsertion sociale des délinquants⁸. Le manuel décrit des pratiques prometteuses pour réduire la récidive en traitant les difficultés de réinsertion sociale que rencontrent les délinquants, en particulier ceux qui sont ou ont été incarcérés. Cet outil peut être utilisé dans divers contextes dans le cadre des projets d'assistance technique et de renforcement des capacités. Il peut servir à toute personne impliquée dans la procédure judiciaire pénale ou concernée par la prévention de la criminalité et le traitement des délinquants, notamment les

⁸ Disponible à l'adresse www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/crimeprevention/Introductory_Handbook_on_the_Prevention_of_Recidivism_and_the_Social_Reintegration_of_Offenders.pdf.

décideurs politiques, les législateurs, les juges, les agents des services de détection et de répression, les directeurs et les personnels pénitentiaires, les agents de probation et de libération conditionnelle, des fournisseurs de services et des membres d'ONG.

15. En matière de réforme de la police, l'ONUDC a élaboré un manuel d'introduction au maintien de l'ordre dans l'espace urbain, en complément du manuel introductif sur le même sujet⁹, publié l'an dernier. Le manuel de formation vise à apporter les capacités opérationnelles aux agents de police de première ligne, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en s'appuyant sur des concepts fondamentaux en matière de stratégies de maintien de l'ordre et d'approches et de pratiques permettant la coopération entre la police et les communautés aux fins de la prévention de la criminalité. L'outil comprend une introduction à des technologies de communication novatrices employées par la police pour sensibiliser la population et prévenir et réduire l'activité criminelle.

16. Concernant les services de poursuite, l'ONUDC, conjointement avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants, est en train de rédiger un manuel afin d'aider les praticiens à mettre en œuvre les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet (1990) ainsi que les Normes de responsabilité professionnelle et la Déclaration des droits et des devoirs essentiels des procureurs et poursuivants (1999) de l'Association. Les grandes lignes du manuel ont été examinées à la Conférence régionale pour l'Afrique et l'Océan indien organisée par l'Association internationale des procureurs et poursuivants, en août 2012, et à la dix-septième Conférence annuelle de l'Association, tenue du 28 octobre au 1^{er} novembre 2012.

17. Dans le domaine de la violence contre les femmes, l'ONUDC et l'Institut thaïlandais de justice sont en train de préparer un manuel à l'intention des procureurs et poursuivants qui ont à traiter de telles affaires, conformément à l'invitation de l'Assemblée générale à faire en sorte que les Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale soient utilisées et diffusées le plus largement possible (annexe de la résolution 65/228 de l'Assemblée générale), notamment grâce au développement ou à la révision d'outils pertinents, tels que guides, manuels de formation, programmes et modules pour chaque section des Stratégies et mesures concrètes types actualisées.

18. S'agissant de l'accès à l'assistance juridique, l'ONUDC, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Initiative pour la justice des Fondations Open Society, est en train d'élaborer un outil novateur sur l'accès rapide à l'assistance juridique, intitulé "Early access to legal aid in criminal investigations and proceedings: a handbook and training curriculum for policymakers and practitioners". L'outil permettra aux États Membres de concevoir des mécanismes d'accès rapide et comprendra des cours à l'intention des prestataires d'assistance juridique et des agents des services de détection et de répression.

⁹ Disponible à l'adresse www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/crimeprevention/11-80387_ebook.pdf.

19. En matière de réforme des prisons et de solutions de substitution à l'emprisonnement, en complément du manuel sur la prévention de la récidive et la réinsertion sociale des délinquants cité plus haut, l'ONUDDC a publié un *Guide sur le transfèrement international des personnes condamnées*¹⁰. Ce guide est axé essentiellement sur comment prendre des dispositions pour transférer des personnes condamnées à des peines d'emprisonnement dans un pays de sorte que, lorsque le cas s'y prête, elles puissent effectuer leur peine dans un autre pays (le plus souvent, leur pays d'origine), conformément aux lois de l'État destinataire. En coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, l'ONUDDC est en train de finaliser un troisième outil dans le domaine de la réforme des prisons, à savoir le manuel sur les stratégies visant à réduire la surpopulation carcérale. Celui-ci reflète la reconnaissance croissante du fait que la surpopulation carcérale constitue le principal obstacle à la mise en œuvre des dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Plus particulièrement, il fournit un aperçu des principaux aspects de la surpopulation liés à la justice pénale, y compris ses causes et conséquences. Cette analyse est suivie d'une présentation détaillée et pratique des approches prometteuses pour réduire la surpopulation carcérale, qui s'inspire également de divers exemples de bonnes pratiques au plan international.

20. Concernant la question spécifique des détenues ou des délinquantes, l'ONUDDC et l'Institut thaïlandais de justice ont élaboré deux modules de formation sur les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok). Reprenant la structure de ces règles, le premier module ciblera principalement les personnels pénitentiaires (traitement des détenues), tandis que le second module visera les procureurs et les juges (mesures non privatives de liberté pour les délinquantes). En outre, l'ONUDDC étudie les moyens de participer de manière approfondie, au niveau régional, à des activités de recherche relatives aux femmes ainsi qu'à l'emprisonnement et au traitement des détenues.

21. Dans le domaine de la justice pour mineurs, l'ONUDDC a axé ses efforts sur la traduction des outils existants. En particulier, les Critères de conception et d'évaluation des programmes de réforme de la justice pour mineurs, élaborés en partenariat avec le Groupe interinstitutions sur la justice pour mineurs, sont désormais disponibles en anglais, en espagnol, en français et en russe. Le programme de formation en ligne sur les Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, à l'intention des agents des services de détection et de répression, des travailleurs sociaux, des procureurs, des juges, des avocats, des professionnels de santé et du personnel du système informel de justice, a été lancé et est actuellement disponible en anglais et en français¹¹.

¹⁰ Disponible à l'adresse www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/11-88322_ebook.pdf.

¹¹ Disponible à l'adresse www.unodc.org/justice-child-victims.

V. Apporter une assistance technique durable

A. Afrique

22. En Afrique de l'Est, l'ONUSDC a fourni une assistance technique au Kenya, en Somalie¹², en Éthiopie, au Soudan du Sud ainsi qu'aux Seychelles, à Maurice et en République-Unie de Tanzanie. Au Kenya, l'ONUSDC et les partenaires du développement ont confirmé leur engagement à soutenir la transformation législative, politique et institutionnelle à long terme du secteur de la police. L'ONUSDC aide le Gouvernement kényan à mettre en œuvre le programme de réforme de la police pour la période 2011-2013 visant à transformer la Police nationale en une institution performante, efficace, responsable et en laquelle les Kenyans puissent avoir confiance. En 2012, l'ONUSDC a également mené une étude sur les solutions de substitution à l'emprisonnement et la réinsertion sociale des délinquants; l'étude vise à aider le Kenya dans la prévention de la récidive criminelle et la réduction de la surpopulation carcérale. En Somalie, l'ONUSDC, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont réalisé une évaluation du système pénitentiaire à Mogadiscio et dans le centre-sud de la Somalie; le rapport d'évaluation constituera la base des interventions dans cette région. L'ONUSDC a présenté son programme de justice pénale aux autorités locales de Somaliland en avril 2012. Celui-ci vise à soutenir la révision du cadre législatif existant en matière de droit écrit et procédural, en facilitant la création et ou le renforcement d'institutions de justice et en améliorant l'accès à la justice par le biais de la fourniture d'une assistance technique et de services consultatifs à l'intention des agents de police, des procureurs et des juges. En Éthiopie, une évaluation complète de la justice pénale, entreprise en 2011, a conduit à l'élaboration et à la validation par les partenaires nationaux d'un programme intégré national comprenant un sous-programme sur la réforme de la justice pénale, dont la mise en œuvre commencera début 2013.

23. Au Soudan du Sud, le programme de réforme des prisons en cours¹³, lancé en 2007, contribue à améliorer le cadre juridique et politique, la formation des personnels pénitentiaires et la fourniture de soins de santé dans les prisons; il permet d'appuyer la création d'un centre de formation des services pénitentiaires et d'un comité de liaison sur la justice pénale, qui se réunira tous les deux mois et se composera de représentants des autorités pénitentiaires, de la police, du système judiciaire, du Ministère des affaires juridiques et du développement constitutionnel, du Bureau du Procureur et du Ministère de la femme, de l'enfance et de la protection sociale. Le programme de réforme contribue également à l'établissement de fonctions de liaison judiciaire et de probation efficaces. Un programme plus large visant à renforcer les capacités des personnels pénitentiaires a été élaboré afin de préparer efficacement les services pénitentiaires à gérer une école de formation et d'appuyer les travaux prévus de la Section consultative pour les questions pénitentiaires de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Dans le domaine de la justice pour mineurs, l'ONUSDC est en train d'élaborer une proposition de soutien aux efforts déployés à l'échelle nationale au Soudan du Sud

¹² Projet XEAU78 sur la justice: programme régional pour l'Afrique de l'Est.

¹³ Projet SDNX06 d'appui à la réforme pénitentiaire dans le Soudan du Sud (phase III).

en vue de construire un système de justice pour mineurs opérationnel et conforme aux normes internationales.

24. En Afrique de l'Est, l'ONUSD met également une série d'activités sur la prévention de la criminalité et la justice pénale dans le cadre de projets visant à lutter contre la piraterie¹⁴. Le programme de lutte contre la piraterie¹⁵, basé à Nairobi, a permis d'aider les systèmes de justice pénale du Kenya, de Maurice, des Seychelles et de la République-Unie de Tanzanie à développer leurs capacités d'assurer un procès équitable et efficace aux personnes soupçonnées de piraterie livrées par les marines internationales et de leur garantir des conditions de détention sûres et humaines. Dans le cadre du programme de transfèrement de détenus auteurs d'actes de piraterie¹⁶, l'ONUSD met actuellement en œuvre des activités de renforcement des capacités en matière d'emprisonnement sûr et humain conformément aux normes internationales, afin que les Somaliens condamnés pour actes de piraterie dans d'autres États soient transférés en Somalie pour y effectuer leur peine. Ces activités sont complétées par un nouveau projet sur deux ans, relatif à la prévention de la piraterie dans les régions du Puntland et du Galmudug, qui vise à sensibiliser la population aux conséquences négatives de la piraterie et à promouvoir d'autres moyens de subsistance¹⁷. Le projet est mené en partenariat avec les notables somaliens, les autorités publiques, les responsables religieux, les écoles et les médias et est considéré comme une composante centrale de la stratégie à long terme de lutte contre la piraterie.

25. En Afrique de l'Ouest, l'ONUSD conduit des opérations en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale en Guinée-Bissau, en Mauritanie et au Nigéria. En Guinée-Bissau, l'ONUSD met en œuvre un projet de réforme des prisons et renforce les capacités des personnels pénitentiaires conformément aux normes internationales¹⁸. Après le coup d'État d'avril 2012, l'ONUSD, en association avec les partenaires nationaux et internationaux, a interrogé les personnels pénitentiaires et les détenus afin d'évaluer leurs besoins; l'ONUSD et le PNUD ont également compilé et distribué aux gardiens de prison les lois en vigueur ainsi que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. En partenariat avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et le PNUD, l'ONUSD déploie également un autre projet sur l'administration de la justice¹⁹ comprenant, notamment, des activités de sensibilisation dans les domaines des droits de l'homme et des stratégies

¹⁴ De plus amples informations figurent dans le rapport du Directeur exécutif sur la lutte contre le problème de la criminalité transnationale organisée en mer (E/CN.15/2013/17).

¹⁵ Projet XEAX20 de lutte contre la piraterie maritime dans la Corne de l'Afrique, s'inscrivant dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes, et projet XAMT72 de lutte contre la piraterie maritime dans la Corne de l'Afrique et l'Océan indien pour le renforcement des moyens régionaux de dissuasion, d'arrestation et de poursuite des pirates.

¹⁶ Projet SOMX54 sur le transfèrement des détenus auteurs d'actes de piraterie et l'amélioration des cadres de justice pénale en la matière, en Puntland et en Somaliland.

¹⁷ Projet SOMX61: campagne de sensibilisation et moyens de subsistance contre la piraterie.

¹⁸ Projet GNBT34 de réhabilitation de certaines prisons et de formation du personnel pénitentiaire.

¹⁹ Projet GNBU47 de renforcement de l'administration de la justice et de l'état de droit en Guinée-Bissau.

nationales en matière de sécurité publique, de gestion du crime et de violence, avec un accent particulier sur la violence sexiste, à l'intention de la société civile et des services de détection et de répression.

26. Au Cap-Vert, l'ONUDC a fourni au Gouvernement des conseils en matière de politique et aidé à l'élaboration d'un programme d'intervention dans le domaine de la justice pour mineurs, sur la base des conclusions et recommandations de l'évaluation des besoins en matière d'assistance technique réalisée en 2011.

27. En Mauritanie, l'ONUDC met actuellement en œuvre un programme de renforcement des capacités sur la prévention du crime et l'état de droit, en collaboration avec le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF. Celui-ci vise à prévenir les tensions intercommunautaires. La contribution de l'ONUDC consiste à mettre en place des mécanismes de justice communautaire afin d'encourager la médiation. Cela favorise l'accès des groupes marginalisés à la justice par le biais d'un renforcement des capacités des médiateurs traditionnels ("mouslihs") dans des domaines où il n'existe aucun mécanisme de justice formel et grâce à la création d'un réseau d'assistantes juridiques²⁰.

28. Au Nigéria, l'ONUDC a lancé un programme complet d'appui au secteur de la justice pour la période 2013-2016²¹. Le projet contribuera à soutenir les efforts du Gouvernement dans l'amélioration de la justice par le biais a) d'une coordination et d'une coopération efficaces entre les institutions du secteur de la justice, avec des cadres juridiques et politiques améliorés; b) d'un renforcement des structures opérationnelles et des capacités des agents de ce secteur; et c) d'une amélioration de l'accès à la justice et du respect des droits de l'homme et de l'état de droit, en particulier pour les groupes défavorisés ou vulnérables, notamment les femmes, enfants et personnes handicapées. Il permettra d'améliorer les mécanismes de responsabilité et d'implication de la société civile dans les institutions de justice, renforçant ainsi le respect des droits de l'homme et la confiance de la population dans le système de justice.

29. En Afrique australe, l'ONUDC a poursuivi le déploiement de projets, au niveau national, en Afrique du Sud et, au niveau régional, dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les projets portaient sur la protection et l'autonomisation des victimes²² et sur la prévention de la violence contre les femmes et les enfants²³, notamment à travers la mise en place de guichets uniques²⁴, de formations, d'ateliers, de présentations et d'expositions. L'ONUDC attribue plus de 4 millions de dollars à des organisations de la société civile qui travaillent directement avec les victimes et met en œuvre un programme de conseil aux auteurs de tels actes, aux victimes et aux couples. L'évaluation du programme d'autonomisation des victimes a souligné un certain nombre de leçons tirées de l'expérience et de bonnes pratiques²⁵. Le projet régional, couvrant six pays, vise à

²⁰ De plus amples informations sont disponibles à l'adresse www.unodc.org/westandcentralafrica/en/wsmauritania1010.html.

²¹ Projet NGAV18.

²² Projet XAMT15 de soutien au programme sud-africain d'autonomisation des victimes.

²³ Projet XAST17 d'élaboration de mesures efficaces de détection et de répression en matière de violence contre les femmes en Afrique australe.

²⁴ Projet ZAFS15 de création de guichets uniques pour combattre la violence contre les femmes.

²⁵ Disponible à l'adresse www.unodc.org/documents/evaluation/ProjEvals-2012/XAM_T15_Final_Report_24Sept2012.pdf.

renforcer les capacités des agents des services de détection et de répression de faire face efficacement à la violence contre les femmes.

B. Asie

30. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, l'ONUDC a mené des activités dans les domaines de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, principalement au Viet Nam et en Indonésie. Au Viet Nam, l'ONUDC a poursuivi la mise en œuvre d'un projet de lutte contre la violence domestique axé sur la formation des agents de police et des fonctionnaires de l'assistance juridique²⁶. En outre, en novembre 2012, l'ONUDC et l'ONU Femmes ont réalisé une évaluation de la situation des femmes dans les systèmes de justice pénale. L'évaluation se concentre sur les victimes de la violence sexiste, les femmes en conflit avec la loi et les femmes comme acteurs et professionnelles de la justice pénale ainsi que sur l'identification de mesures de suivi concrètes.

31. En Indonésie, l'ONUDC met actuellement en œuvre la troisième phase d'un projet de renforcement de l'intégrité et des capacités judiciaires²⁷. Dans le cadre de ce projet, il a tenu un atelier international consacré à la réforme fondée sur l'intégrité judiciaire et il a appuyé la réforme juridique en fournissant une assistance technique pour l'élaboration d'un programme de formation des candidats aux fonctions de juge, axé sur l'intégrité, les compétences décisionnelles et les conséquences sociales des décisions de justice. Le projet a également permis de soutenir le contrôle externe grâce à un travail étroit avec la Commission judiciaire et le réseau de veille judiciaire, réseau d'ONG qui réalise des campagnes contre la corruption dans neuf provinces indonésiennes et propose au grand public un renforcement des capacités en matière de contrôle des tribunaux.

32. En Asie du Sud, l'ONUDC a élaboré un programme régional pour la période 2013-2015, en association avec des partenaires publics du Bangladesh, du Bhoutan, d'Inde, des Maldives, du Népal et de Sri Lanka. Celui-ci comprend un sous-programme de promotion de systèmes de justice pénale efficaces, équitables et humains, qui englobe les domaines de la prévention de la criminalité, du traitement des détenus, de la violence contre les femmes et de la justice pour mineurs. Les activités au titre du programme régional seront menées en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, par le biais des partenaires publics et de la société civile dans la région.

33. En Asie centrale, l'ONUDC a réalisé des activités par le biais soit de son Bureau régional pour l'Asie centrale, soit de ses bureaux de pays ou de programme en Afghanistan, en Iran (République islamique de), au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Pakistan.

34. En Afghanistan²⁸, l'ONUDC a récemment remis le sixième et dernier Centre d'appui à la justice au Gouvernement afghan. Celui-ci est situé à Kandahar et sera

²⁶ Projet VNMT28 de renforcement des capacités des services de détection et de répression et de la justice afin de prévenir et de faire face à la violence domestique au Viet Nam.

²⁷ Projet IDNX27 de renforcement de l'intégrité judiciaire et des capacités en Indonésie, phase III.

²⁸ Projet AFGR87 de réforme du système carcéral en Afghanistan: élargissement aux provinces, et projet AFGT03 de renforcement des capacités de la justice pénale: élargissement aux provinces.

utilisé pour aider les fonctionnaires judiciaires de la province. En 2012, 93 juges et procureurs ont été formés, dans trois régions du pays, à des sujets variés tels que le trafic d'êtres humains, les lois en matière de drogue ou encore la prévention du terrorisme. L'ONUDC continue de coprésider le Groupe de travail sur la réforme du droit pénal qui constitue le premier instrument créé par le Gouvernement pour recueillir des contributions en vue de réviser les lois pénales. Le Groupe de travail est en train de réviser et de consolider le Code pénal afghan. En association avec d'autres partenaires internationaux, l'ONUDC continue de se concentrer sur la réforme du droit pénitentiaire; de renforcer les capacités de la direction des prisons et des centres de détentions; de promouvoir et de mettre en place la réadaptation et la réinsertion sociale des détenus; et d'améliorer les conditions d'isolement. S'agissant de la justice pour mineurs, l'ONUDC a contribué à former des juges et procureurs à mieux servir et protéger les droits des enfants en conflit avec la loi. L'ONUDC a également apporté son aide à la mise en place de solutions de substitution à l'emprisonnement des mineurs au sein du centre de réadaptation ouvert pour mineurs de Kaboul.

35. Au Pakistan, l'ONUDC est en train de mettre en œuvre des activités transversales dans différents domaines de sa mission en matière de justice pénale, à travers le programme intégré national²⁹. Une analyse approfondie du système de détection et de répression a été achevée et communiquée au Gouvernement pakistanais ainsi qu'aux autorités provinciales, et un projet de législation sur le maintien de l'ordre a été préparé à leur intention, pour examen. En outre, l'ONUDC a lancé une initiative pour renforcer les capacités en matière d'analyse des scènes de crime et de collecte des preuves, qui consistera à distribuer des équipements spécialisés et des documents et à former les personnels concernés des postes de police des provinces de Baloutchistan et de Khyber Pakhtunkhwa ainsi que celles des villes de Karachi et Lahore. Un manuel sur la coopération entre la police et les procureurs a été élaboré et utilisé pour former les personnels concernés au niveau des provinces. Dans le cadre des travaux sur la réforme des prisons, l'ONUDC, en collaboration avec le Gouvernement pakistanais et les autorités provinciales, a élaboré des normes sur les prisons, que chaque province peut adapter, afin d'améliorer la qualité de la réglementation et de la gestion des prisons, ainsi qu'un projet de législation sur les prisons. Un manuel sur l'inspection interne des prisons pakistanaises, un autre sur l'inspection externe de ces prisons et un guide sur la probation et la libération conditionnelle ont été préparés et distribués lors de formations consacrées à ces sujets. En 2013, ces activités seront élargies à des domaines relatifs à la justice pénale.

36. En République islamique d'Iran, l'ONUDC a fourni une assistance technique dans les domaines de la réforme de la législation nationale basée sur les normes des Nations Unies, et a apporté une aide à la sensibilisation et au renforcement des capacités en matière de prévention de la criminalité et de questions de justice pénale, conformément au programme de pays pour la période 2011-2014. À ce titre, l'ONUDC a organisé une série de manifestations sur des questions telles que la protection des témoins et des victimes de crimes et la peine capitale dans les infractions liées à la drogue.

²⁹ Projet PAKU84, intitulé "Sous-programme 2 du programme de pays pour le Pakistan: justice pénale".

37. Au Kirghizistan, l'ONUDC a apporté une assistance technique pour appuyer la réforme des prisons³⁰. L'accent est mis sur l'élaboration de politiques et la réforme législative; sur le renforcement des capacités institutionnelles des Services pénitentiaires de l'État; sur la promotion de la réinsertion sociale des délinquants; et sur l'amélioration des conditions carcérales. Avec l'appui de l'ONUDC, le Gouvernement kirghize a adopté une nouvelle stratégie nationale de développement du système pénitentiaire pour la période 2012-2016. En 2012, la réforme législative s'est également poursuivie avec l'adoption d'une loi amendée, de quatre nouveaux décrets gouvernementaux et de 53 instructions internes révisées des Services pénitentiaires de l'État visant à améliorer la gestion des prisons et le traitement des détenus. L'ONUDC a organisé un séminaire sur la gestion de petites activités génératrices de revenus ou de programmes de formation professionnelle dans les prisons, soit un programme de formation complet dispensé à 280 membres du personnel pénitentiaire. Un manuel d'appui à la mise en œuvre du cursus de formation des personnels des Services pénitentiaires de l'État est en cours d'élaboration. Trois nouvelles activités génératrices de revenu ont été lancées dans deux établissements pénitentiaires employant 155 détenus pour la production de pain, de lait de soja et de textiles. Des travaux de rénovation ont été entrepris dans quatre établissements pénitentiaires pour améliorer les conditions sanitaires de 2 777 détenus.

38. En Ouzbékistan, l'ONUDC et le Centre national pour les droits de l'homme ont préparé des brochures sur les droits des détenus et des témoins, distribuées au niveau des postes de police et des centres de détention provisoire. L'ONUDC a également adapté la publication intitulée "*Human Rights and Pretrial Detention: A Handbook of International Standards relating to Pretrial Detention*"³¹ à l'intention des juges, procureurs et avocats ouzbeks, en y ajoutant des informations supplémentaires spécifiques à la législation du pays en matière de détention provisoire. L'ONUDC, en association avec des partenaires locaux et internationaux, a permis de dispenser aux formateurs, juges et avocats de diverses régions des formations sur l'*habeas corpus* et sur la prévention et l'élimination de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants infligés aux suspects ou aux accusés.

C. Amérique latine et Caraïbes

39. En Colombie, l'ONUDC met actuellement en œuvre un projet d'aide à la conduite d'audits de sécurité à l'échelon local à Medellín et dans sept autres municipalités de la province d'Antioquia afin de recueillir des informations sur la situation en matière de criminalité à ce niveau³². Les études ont permis d'identifier les liens entre la production de drogues illicites, les organisations qui se livrent au trafic et la violence. Les municipalités et le Ministère de la justice et du droit attendent beaucoup de ces audits et se réjouissent de pouvoir conduire des études

³⁰ Projet KGZT90 d'appui à la réforme des prisons en République kirghize.

³¹ "*Human Rights and Pretrial Detention: A Handbook of International Standards relating to Pretrial Detention*", Professional Training Series No. 3 (Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.94.XIV.6).

³² Projet COLU99 de renforcement des politiques de sécurité publique en Colombie et projet GLOT63 d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale.

similaires dans d'autres régions. Dans le cadre d'un autre projet, l'ONUDC cherche à protéger les groupes vulnérables de la municipalité de Soacha, en mettant un accent particulier sur les femmes, les personnes déplacées et les enfants et les jeunes, grâce à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques ainsi qu'à la création de groupes de contrôle civil et de mécanismes de suivi³³. En outre, l'ONUDC, en partenariat avec Terres des Hommes fédération internationale, a commencé à mettre en œuvre un projet de renforcement des capacités dans le domaine de la justice pour mineurs à l'intention des juges, procureurs et agents des services de détection et de répression des villes de Bogota, Cali et Medellín.

40. Au Pérou et en Équateur, l'ONUDC est en train de compiler la jurisprudence en matière de justice pour mineurs. Ces deux compilations seront publiées dans le courant de l'année 2013. Elles mettent l'accent sur les affaires dans lesquelles le juge a fourni une bonne analyse des faits et du droit applicable et, le cas échéant, opté pour une solution de substitution à l'emprisonnement visant à réadapter le délinquant mineur.

41. Dans l'État plurinational de Bolivie, l'ONUDC encourage l'application de la nouvelle loi sur le système judiciaire, en apportant un soutien aux débats et à la formation des conciliateurs judiciaires au niveau national³⁴. L'ONUDC fournit une assistance technique à la réforme du Code de procédure pénale et à l'élaboration d'une loi sur la justice pénale pour mineurs. Il réalise une série d'études dans les domaines de la justice réparatrice et de la réadaptation des délinquants afin d'aider le Ministère de la justice à consolider sa politique pénale. L'ONUDC mène actuellement des projets pilotes sur la justice réparatrice pour les mineurs en conflit avec la loi afin d'améliorer l'accès à la justice et de sensibiliser aux pratiques en matière de justice réparatrice. L'ONUDC soutient également les autorités locales dans la réalisation d'une étude sur les meilleures pratiques en matière de maintien de l'ordre communautaire.

42. Au Brésil, l'ONUDC a poursuivi la consolidation de son portefeuille dans le domaine de la prévention de la criminalité³⁵. En association avec cinq autres entités des Nations Unies, l'ONUDC a proposé des activités coordonnées de prévention de la criminalité, notamment en matière de formations et de mobilisation de la communauté. De plus, le programme "Expressive Youth" à l'intention des jeunes sur la citoyenneté, l'accès à la justice et la culture de la paix, le plus vaste projet de l'ONUDC financé par le secteur privé, organise des ateliers et encourage les initiatives de développement personnel pour prévenir la violence à l'échelon local. En partenariat avec le Gouvernement du Brésil, l'ONUDC a permis de dispenser aux autorités locales une série de formations sur la consommation illicite de drogues et la prévention de la violence. Il a également consolidé son partenariat avec le Prix

³³ Projet COLX18 d'amélioration des conditions de sécurité des groupes vulnérables de Soacha (Colombie) par le biais du développement de solutions de protection sociale participatives, intégrées et pérennes.

³⁴ Projet BOLX01 d'appui au processus de transition du modèle démocratique en Bolivie: promotion du changement pacifique et le projet GLOT63 d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale.

³⁵ Projet BRAT83 sur la sécurité et citoyenneté visant à prévenir la violence et renforcer la citoyenneté en mettant l'accent sur les enfants, les adolescents et les jeunes en situation de vulnérabilité dans les communautés brésiliennes et projet BRAX16, "Expressive Youth" à l'intention des jeunes sur la citoyenneté, l'accès à la justice et la culture de la paix.

du Duc d'Édimbourg afin de mettre en œuvre un programme sur la prévention de la criminalité et la resocialisation des délinquants.

43. Au Mexique, dans le domaine de la prévention de la criminalité, l'ONUDC aide actuellement les autorités de l'État de Nuevo León à améliorer les capacités des municipalités de mettre en œuvre des programmes locaux visant à développer les compétences familiales qui contribuent à réduire les facteurs de risques, tels que la consommation illicite de drogue, la violence domestique, la violence contre les enfants et les femmes et la criminalité³⁶. En matière de réforme de la police, à la demande des autorités mexicaines, l'ONUDC a entrepris une évaluation du nouveau modèle de Police fédérale³⁷. L'objectif était d'évaluer les procédures et structures de la Police fédérale, telles que sa capacité de prévenir la criminalité et son aptitude à gérer les ressources humaines. L'évaluation a permis de mener à bien l'application d'un nouveau modèle de sécurité et d'identifier les meilleures pratiques. Le projet constitue le point de départ d'une collaboration ultérieure en matière d'analyse et d'échange d'informations. Concernant la protection des médias et la prévention de la criminalité en la matière, l'ONUDC, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a apporté son aide à la conception d'une stratégie nationale de renforcement de la sécurité et de la justice pour les médias au Mexique³⁸. Les résultats comprennent la création d'un mécanisme national pour prévenir la criminalité contre les journalistes, soutenir les victimes, établir des protocoles et élaborer des réglementations à l'intention des autorités fédérales et des États. Dans la province de Chiapas, en partenariat avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies, l'ONUDC poursuit la mise en œuvre d'un projet de prévention des conflits et de construction de la paix dans les communautés comprenant des personnes déplacées³⁹. Le projet favorise l'accès à la justice pour les communautés de personnes déplacées, par le biais de la sensibilisation et de la formation des juges, procureurs et décideurs politiques. Il permet d'aider le Bureau du procureur général et la Cour suprême de justice à réaliser la transition vers un système de procédure accusatoire.

44. Au Panama, l'ONUDC poursuit la mise en œuvre d'un projet de réforme des prisons⁴⁰. En 2012, il a achevé la première phase de ce projet, qui consistait en l'approbation et l'application d'un plan de réforme pénitentiaire, en renforçant les capacités des personnels et en identifiant des mesures visant à réduire la surpopulation carcérale. Les domaines ciblés dans la seconde phase, qui s'étend d'août 2012 à décembre 2013, incluent un appui à l'école de formation pénitentiaire; l'amélioration des conditions carcérales des détenues; et le renforcement des programmes d'éducation, de travail et de production à l'intention des détenus. Nombre d'activités de la seconde phase sont réalisées en coordination avec l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en

³⁶ Projet MEXX13 de développement des compétences familiales pour prévenir les comportements à haut risque chez les jeunes.

³⁷ Projet MEXX62 d'évaluation du nouveau modèle mexicain de police fédérale.

³⁸ Projet MEXX05 sur la consultation nationale en vue d'une stratégie nationale de renforcement de la sécurité et de la justice pour les médias au Mexique.

³⁹ Projet MEXT99 sur la prévention des conflits, le consensus et la construction de la paix dans les communautés comprenant des personnes, dans la province de Chiapas (Mexique) (2009-2012).

⁴⁰ Projet PANX12 d'appui à la réforme des prisons en République du Panama (phases I et II).

Amérique latine et le centre d'excellence sur la réforme pénitentiaire et la réduction de la demande de drogues, basé en République dominicaine⁴¹. L'ONUDC travaille également avec des entités gouvernementales panaméennes, notamment la Police nationale et le Ministère de la sécurité publique, afin de développer de nouvelles initiatives de prévention de la violence et de la criminalité et de renforcer les capacités institutionnelles en la matière. Au cours des trois dernières années, le projet a contribué à renforcer les capacités en matière d'analyse de la violence et les capacités institutionnelles concernant les approches de la sécurité des citoyens fondées sur le genre et les droits de l'homme ainsi qu'à améliorer le système de justice pour mineurs et à prévenir la violence contre les femmes.

45. En El Salvador, l'ONUDC a réalisé une deuxième évaluation du système carcéral⁴² dans le cadre de son programme d'impact intégré pour le pays, intitulé "Renforcement de l'état de droit et de la sécurité publique contre la criminalité", convenu entre l'ONUDC et le Gouvernement salvadorien. Alors que la première évaluation, conduite en 2010, mettait l'accent sur les aspects sécuritaires, la deuxième s'est concentrée sur les programmes de réadaptation avant et après la remise en liberté ainsi qu'à des catégories particulières de détenus. L'ONUDC réalisera un suivi avec le Gouvernement salvadorien pour s'assurer que l'attention requise soit prêtée aux recommandations figurant dans l'évaluation.

46. Dans les Caraïbes, l'ONUDC a organisé, à Sainte-Lucie, un atelier régional sur la réforme des prisons et sur les solutions de substitution à l'emprisonnement afin de diffuser les résultats et les recommandations de l'évaluation des prisons réalisée en 2010 dans certains pays de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECE) (Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) ainsi qu'en Barbade et en République dominicaine⁴². L'évaluation porte sur le système carcéral, la législation sur les prisons ainsi que les lois et pratiques relatives aux solutions de substitution à l'emprisonnement. Les recommandations ont servi de base à un plan d'action adopté par les participants à l'atelier. Elles mettaient l'accent sur comment améliorer la gestion des prisons, sur le traitement des détenus et l'application de solutions de substitution à l'emprisonnement, en tenant compte de la proportion élevée de détenus emprisonnés pour des infractions liées à la drogue. Il est ressorti des échanges qui ont suivi avec l'OECE qu'une évaluation complète était nécessaire dans d'autres pays de l'OECE (Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade et Montserrat) afin de faciliter l'adoption, au niveau sous-régional, d'une approche de la réforme des prisons et de maximiser l'impact des activités de formation ou de renforcement des capacités sur le terrain.

D. Afrique du Nord et Moyen-Orient

47. En Égypte, l'ONUDC a élaboré un projet pour renforcer les capacités des autorités égyptiennes en matière de planification stratégique dans les domaines de la justice pénale et de la détection et de la répression, en mettant l'accent sur la réforme de long terme de la police et du système pénitentiaire, notamment par le

⁴¹ Projet DOMV07 de création d'un centre d'excellence sur la réforme des prisons et la réduction de la demande de drogues.

⁴² Projet GLOT63 d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale.

biais de consultations, de réunions et d'un échange des bonnes pratiques à l'intention des parties prenantes clefs, dont la société civile⁴³. À ce jour, l'ONUDDC a organisé deux voyages d'étude au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur le contrôle et la responsabilité ainsi que sur les techniques d'investigation criminelles. Dans le cadre d'un autre projet sur la justice pour mineurs⁴⁴, l'ONUDDC, l'ONG New Horizons Association for Social Development et le Ministère de la solidarité sociale travaillent sur la réinsertion sociale des enfants et des jeunes privés de liberté après leur libération. L'ONUDDC prépare actuellement la troisième et dernière phase du projet, qui débutera au deuxième trimestre 2013. En 2012, l'ONUDDC et Terre des Hommes fédération internationale ont également organisé, au Caire, la table ronde sur la justice pour mineurs, avec des partenaires gouvernementaux, non gouvernementaux et du développement. La réunion a été essentielle pour recenser les problèmes et les domaines prioritaires de la réforme du système égyptien de justice pour mineurs et pour encourager la coordination avec les acteurs nationaux et internationaux intervenant dans ce domaine.

48. En Libye, depuis 2007, l'ONUDDC met en œuvre un projet de soutien à la réforme de la justice pénale⁴⁵. Après la révolution de février 2011, la nécessité d'une réforme de la justice pénale a été reconnue par les nouvelles autorités locales. Les partenaires libyens ont donc demandé la reprise du projet, lequel est actuellement en cours de révision et d'extension. Le projet a bénéficié de nouvelles contributions, y compris du Gouvernement libyen, pour des activités portant sur un examen des législations, des programmes de renforcement des capacités et des laboratoires de police scientifique et d'analyse médico-légale.

49. Au Liban, l'ONUDDC déploie un projet de réforme pénale qui vise à faciliter le transfert de l'administration pénitentiaire du Ministère de l'intérieur et des municipalités vers le Ministère de la Justice⁴⁶. En outre, le traitement de l'ensemble des dossiers des détenus a été automatisé, ce qui a contribué à améliorer considérablement la gestion des prisons, notamment en termes d'identification des détenus et d'appui judiciaire. Pour la première fois, les autorités nationales disposent de données chiffrées complètes sur la population carcérale et ont ainsi pu publier le premier rapport national sur la population carcérale, qui contient des recommandations d'amélioration, en particulier concernant les solutions de substitution à l'emprisonnement et les politiques de réadaptation et de réinsertion. Cela a également permis aux autorités d'élaborer des stratégies de réforme détaillées et de fournir des services mieux adaptés aux détenus adultes et mineurs.

50. Dans l'État de Palestine, l'ONUDDC a poursuivi sa coopération avec la direction des établissements pénitentiaires et des centres de réadaptation afin de renforcer davantage les capacités de gestion et d'améliorer la coordination entre la direction et les autres ministères fournissant des services aux centres de

⁴³ Projet XAMV12 de soutien au programme régional de lutte contre la drogue, de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale dans les États Arabes pour la période 2011-2015.

⁴⁴ Projet EGYT47 de réinsertion dans la société égyptienne des enfants et jeunes après leur libération.

⁴⁵ Projet LBYS66 d'appui à la réforme de la justice pénale en Lybie.

⁴⁶ Projet LBNT94 de renforcement des droits de l'homme et de la démocratie au Liban: réforme pénale axée sur la réforme des prisons.

redressement et de réadaptation⁴⁷. L'assistance fournie comprenait la formation du personnel, l'élaboration du programme de formation interne de la direction pour chacun des centres de redressement et de réadaptation et le renforcement du respect des cadres réglementaires grâce à l'établissement de règlements intérieurs. Suite à l'évaluation exhaustive des programmes de réadaptation réalisée en 2011, l'ONUDC a mis en place des ateliers de réadaptation dans quatre centres de redressement et de réadaptation. Le projet a continué d'appuyer la fourniture de services de soins de santé et les capacités de la direction des centres de redressement et de réadaptation en la matière. Le projet complète nombreuses actions en matière de réforme pénale menées par d'autres partenaires internationaux.

51. En Jordanie, l'ONUDC a appuyé les autorités, notamment les unités de police locales chargées de la sûreté et de la sécurité dans le camp de Za'atri qui accueille des réfugiés syriens, afin de renforcer leurs capacités de mieux prévenir la violence et la criminalité et soutenir les victimes, en particulier les femmes et les enfants⁴⁸. Dans le cadre d'un autre projet d'appui au système de justice pour mineurs⁴⁹, l'ONUDC contribue actuellement à équiper plusieurs salles d'audience d'un système de vidéosurveillance en circuit fermé et à former les personnels à son utilisation; il soutient, en coordination avec l'Institut de formation judiciaire, le développement de cours pour former les juges et procureurs à la justice pour mineurs. En outre, l'ONUDC a réalisé une évaluation des besoins en matière d'assistance technique qui a débouché sur l'élaboration d'un projet visant à soutenir le Département de la police pour mineurs dans le renforcement de ses capacités, afin de mieux servir et protéger les mineurs en conflit avec la loi.

E. Europe du Sud-Est

52. Du 27 au 29 juin 2012, à Vienne, l'ONUDC et le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants ont tenu un atelier pédagogique sur le programme de formation en ligne relatif aux Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, cité au paragraphe 21.

VI. Partenariats

53. Comme indiqué ci-dessus, l'ONUDC a développé plusieurs outils et a mené à bien de nombreux projets d'assistance technique, en partenariat avec tout un ensemble d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, internationales ou locales. Les partenariats décrits ci-après ne se rapportent pas aux activités mentionnées ci-dessus.

⁴⁷ Projet PSEX21 d'amélioration de la gestion du système pénitentiaire palestinien et de la réadaptation des détenus dans les prisons civiles administrées par l'Autorité palestinienne (phase II).

⁴⁸ Projet GLOT63 d'appui à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale.

⁴⁹ Projet JORT36 de la Commission européenne et de l'ONUDC d'appui du système de justice pour mineurs en Jordanie.

54. L'ONUDC est un membre actif du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit⁵⁰, qui vise à faire en sorte que les efforts entrepris par les Nations Unies en la matière soient efficaces et cohérents et dans la droite ligne des aspirations des partenaires nationaux et internationaux. L'ONUDC a contribué à la préparation de la première réunion de haut-niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, tenue le 24 septembre 2012. En outre, l'ONUDC a continué de travailler avec le groupe restreint chargé des questions de formation du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, afin d'élaborer et de mettre en œuvre un programme de formation sur l'état de droit à l'échelle du système des Nations Unies, à l'intention des équipes des Nations Unies travaillant sur le terrain. Il a également contribué à la révision du manuel de formation préparé par le groupe restreint et à la session de formation tenue en mai-juin 2012 en mettant à disposition deux facilitateurs.

55. L'ONUDC participe également aux mécanismes de coordination des Nations Unies visant à améliorer l'efficacité des mesures prises à l'échelle du système des Nations Unies pour combattre la violence contre les femmes, telles que la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit et le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes. En tant que membre de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, l'ONUDC s'est associé à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour mettre en œuvre un projet visant à élaborer des orientations médicales/juridiques relatives aux victimes de la violence sexuelle en temps de conflit. Il a également contribué à une enquête sur l'accès à la justice pour les femmes et explore d'autres domaines d'intervention, notamment la prévention.

56. L'ONUDC participe également activement au Forum mondial sur le droit, la justice et le développement, notamment au sein du Groupe de travail thématique sur la réforme de la justice et de l'état de droit. Le Forum mondial cherche à favoriser une meilleure compréhension du rôle du droit et de la justice et à renforcer et à mieux intégrer les institutions juridiques et judiciaires dans le processus de développement, par le biais de certaines initiatives de renforcement des capacités et d'un référentiel de savoirs ouvert.

57. S'agissant des situations de relèvement après des conflits ou d'autres types de crises, l'ONUDC travaille en liaison étroite et en coordination avec le centre de coordination mondial pour les activités policières, judiciaires et pénitentiaires, un dispositif mis en place récemment par le PNUD et le Département des opérations de maintien de la paix.

58. Dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la violence urbaines, l'ONUDC a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et avec l'OMS, notamment pour développer des

⁵⁰ Le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit est composé des principaux responsables du Département des affaires politiques, du Département des opérations de maintien de la paix, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, du Bureau des affaires juridiques, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

orientations portant, respectivement, sur des villes plus sûres et sur la prévention de la violence des jeunes.

59. En matière d'accès à la justice et à l'assistance juridique, l'ONUDC a participé à une réunion régionale du PNUD à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), en mai 2012, sur le thème "Faire progresser la planification en matière d'assistance juridique en Afrique: expériences et leçons dans l'élaboration de politiques et de programmes" et a contribué au développement d'un guide pratique sur la fourniture d'un service d'assistance juridique en Afrique ("Legal aid service provision: a how-to guide on legal aid programming in Africa"). En juillet 2012, le PNUD et l'ONUDC, en partenariat avec les Gouvernements d'Afrique du Sud et d'Allemagne, ont organisé une manifestation conjointe à l'intention des États Membres, sur le thème "Développer l'assistance juridique: une question de justice et de développement". En novembre 2012, l'ONUDC a assisté à une conférence internationale sur l'accès à la justice organisée par le PNUD et le Ministère de la justice de l'Inde et a contribué au programme d'accès équitable à la justice axé sur comment garantir l'autonomisation et l'assistance juridiques pour les pauvres ou les personnes défavorisées. L'ONUDC et le PNUD ont préparé une proposition conjointe d'étude mondiale sur la fourniture d'une assistance juridique et cherchent actuellement des fonds pour pouvoir la réaliser. L'ONUDC s'est également associé au PNUD dans le cadre de l'Initiative pour la justice des Fondations Open Society, afin de développer un nouvel outil sur l'accès rapide à l'assistance juridique, comme indiqué au paragraphe 18.

60. Dans le domaine de la justice pour mineurs, l'ONUDC est un membre actif du Groupe interinstitutions sur la justice pour mineurs et a continué de renforcer sa coopération avec des ONG et des entités des Nations Unies, en particulier l'UNICEF et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'ONUDC a également consolidé sa coopération avec l'Union européenne dans ce domaine, par exemple, en contribuant, en sa qualité de membre du Comité directeur, à l'étude réalisée par l'Union européenne afin de recueillir des données sur l'implication des mineurs dans les procédures judiciaires administratives, civiles ou pénales, dans les 27 États membres de l'Union et en Croatie. S'agissant de la violence contre les enfants, l'ONUDC a intensifié sa collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et avec le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants. La première initiative a consisté en une consultation d'experts, tenue à Vienne, les 23 et 24 janvier 2012, qui a débouché sur l'établissement d'un rapport conjoint sur la prévention de la violence contre les enfants dans le système de justice pour mineurs et les mesures pour y faire face. Le rapport a été communiqué au Conseil des droits de l'homme, en septembre 2012, en application de la résolution 18/12 (A/HRC/21/25), et a conduit à une discussion de groupe de haut-niveau, tenue en marge de la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Les recommandations contenues dans le rapport conjoint ont donné lieu à un certain nombre de mesures de suivi. Au niveau international, celles-ci comprennent une invitation de l'Assemblée générale à ce que la Commission se penche sur l'élaboration d'une série de stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence contre les enfants dans le cadre de la prévention du crime et de la justice pénale (résolution 67/166 de l'Assemblée générale). Au niveau régional, les mesures de suivi incluent des activités telles que le Congrès sur la violence contre les enfants au sein du système de justice pour mineurs en Amérique

latine, organisé au Paraguay, du 5 au 7 décembre 2012, par l'ONG Défense des enfants–International avec l'appui de l'ONUDC, afin de recenser les problèmes à l'échelle régionale et d'identifier des mesures efficaces pour y faire face.

VII. Conclusions et recommandations

61. Au cours de la période examinée, l'ONUDC a soutenu d'importantes évolutions normatives dans les domaines de la prévention de la criminalité et de la réforme de la justice pénale, à savoir l'adoption des Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale; la révision de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus; et l'élaboration d'orientations sur la surveillance et la réglementation des services de sécurité privée civile. Parallèlement, l'ONUDC a également renforcé la promotion de l'utilisation et de l'application des règles et normes en poursuivant ses travaux de collecte et d'analyse des données, d'élaboration d'outils et de fourniture d'une assistance technique, grâce à un nombre croissant d'initiatives sur le terrain.

62. Eu égard au rôle central que les règles et normes jouent en orientant les efforts déployés par les pays et l'Organisation pour élaborer et appliquer des politiques et programmes en matière de prévention du crime et de réforme de la justice pénale, la Commission souhaitera peut-être:

a) Saluer le lancement du programme thématique de l'ONUDC sur la prévention de la criminalité et la réforme de la justice pénale pour la période 2012-2015 ainsi que le renforcement et l'élargissement du portefeuille de projets de l'ONUDC, ces dernières années, dans le cadre du programme thématique;

b) Recommander aux États Membres:

i) D'adopter et d'appliquer des initiatives cohérentes en matière de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale, basées sur les règles et normes et sur d'autres normes internationales;

ii) D'utiliser et d'appliquer les outils mis au point par l'ONUDC en la matière, tels que ses manuels, ses supports de formation ou ses lois types, lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre des stratégies, politiques et programmes en matière de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale;

iii) D'envisager de demander l'aide de l'ONUDC lorsqu'ils entreprennent d'élaborer des stratégies, politiques et programmes en matière de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale;

iv) De fournir un appui financier et technique aux activités de l'ONUDC pour l'application des règles et normes en matière de prévention de la criminalité et de réforme de la justice pénale, ainsi que pour poursuivre le développement ou la révision de celles-ci, de manière à refléter les évolutions récentes des pratiques dans ces domaines;

c) Recommander à l'ONUDC:

i) De continuer de servir de centre d'expertise sur les questions de prévention de la criminalité et de justice pénale dans le système des Nations Unies;

ii) Dans les mesures prises pour lutter contre les drogues illicites et la criminalité, d'exploiter pleinement les règles et normes en matière de prévention de la criminalité et de justice pénale et d'en encourager l'application;

iii) De continuer d'élaborer des instruments d'orientation et d'assistance technique, y compris des outils de formation, notamment d'apprentissage en ligne, et de renforcer sa capacité à fournir aux États Membres et aux entités régionales une assistance juridique et technique sur les questions de prévention du crime et de justice pénale.
